

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Yves Saint-Jours : Haro sur la représentation et l'assistance syndicales en matière prud'homale.

Michel Miné : Les nouveaux apports du droit pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'emploi et le travail.

DOCUMENT

Le droit de grève mis en cause ! Déclaration de la CGT.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Le recours au Juge des référés pour assurer l'effectivité de la requalification de la relation intérimaire par une réintégration dans l'entreprise.

Cour d'appel d'Amiens (Ch. Soc. - référé) 26 novembre 2003 - Note Michel Estevez (p. 372).

La Cour de cassation peut-elle refaire la loi lorsque celle-ci lui paraît revêtir un caractère discriminatoire ? (A propos de l'arrêt sur la rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée en cas d'inaptitude physique du salarié).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 novembre 2003 - Note Marie-France Bied-Charreton (p. 376).

De la légitime désobéissance aux ordres de l'employeur.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 avril 2004 - Note Patrice Adam (p. 378).

Garantie par l'AGS des indemnités dues au salarié lors d'une rupture du contrat de travail pour force majeure consécutive à un sinistre.

Cour d'appel de Paris (18^e Ch. C) 18 décembre 2003 - Note Francis Saramito (p. 380).

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Droit communautaire : extraits de décisions sélectionnés et commentés par **Michèle Bonnechère**.

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



Doctrine :

Haro sur la représentation et l'assistance syndicales en matière prud'homale, par Yves Saint-Jours , Professeur émérite à l'Université de Perpignan	349
Les nouveaux apports du droit pour l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes dans l'emploi et le travail, par Michel Miné , Professeur-associé en droit privé à l'Université de Cergy-Pontoise	352
Annexe 1: DISCRIMINATION SEXUELLE – Discrimination liée à la situation de famille – Modification du contrat de travail (contenu des tâches) – Alerte du délégué du personnel – Conseil de prud'hommes – Remise en l'état (attributions professionnelles) – Réparation du préjudice (dommages-intérêts).	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Commerce - Département) 6 octobre 2000	367
Annexe 2 : DISCRIMINATION SEXUELLE ET DISCRIMINATION SYNDICALE – Classification – Rémunération – Travail de valeur égale – Compétence du juge des référés – Remise en l'état.	
COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 1^{er} avril 2004	369
Annexe 3 : DISCRIMINATION SEXUELLE – Déroulement de carrière – Classification – Régime probatoire – Compétence du juge des référés – Remise en l'état.	
COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (Ch. Soc.) 25 mars 2003	370

Document :

Le droit de grève mis en cause : déclaration de la CGT	371
--	-----

Jurisprudence :

CONSEILS de PRUD'HOMMES – Référés – Pouvoirs – Contrat de mission temporaire – Requalification – Urgence – Evidence – Trouble manifestement illicite – Poursuite du contrat sous astreinte (confirmation).	
COUR D'APPEL D'AMIENS 26 novembre 2003	372
Note Michel Estevez , Conseiller prud'homme	373
CONTRAT A DUREE DETERMINEE – Inaptitude du salarié – Suspension du contrat – Absence de versement des salaires.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 novembre 2003	376
Note M.F. Bied-Charreton	376
CONTRAT DE TRAVAIL – Informatique et libertés – Enregistrement des entrées/sorties du personnel – Traitement automatisé de données personnelles – Absence de déclaration à la CNIL – Refus de badger du salarié – Faute (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 avril 2004	378
Note Patrice Adam , Maître de conférences à l'Université de Nancy 2	378
CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture justifiée par un cas de force majeure consécutif à un incendie – Nouvelles dispositions du Code du travail accordant en ce cas aux salariés une indemnité compensatrice dont le paiement incombe à l'AGS – Existence de la force majeure constituant une question de fond dont la compétence échappe au juge des référés.	
COUR D'APPEL DE PARIS (18^e Ch. C) 18 décembre 2003	380
Note Francis Saramito	381
DUREE DU TRAVAIL - Heures supplémentaires – Preuve – Transport routier.	
COUR D'APPEL DE BORDEAUX (1^{re} Ch. A) 7 octobre 2003	382
Note J.C.	383
ENTREPRISES EN DIFFICULTES – Redressement judiciaire – Assurance des créances salariales – Etendue de la garantie – Conseiller prud'homme licencié sans observation de la procédure protectrice – A défaut de réintégration, droit à une indemnité au moins égale à la rémunération courant depuis la date de la rupture jusqu'à celle de l'expiration de son mandat – Nature de cette indemnité – Créance de salaire (non) – Réparation du préjudice causé par l'irrégularité de la rupture – Garantie due.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (Sect. commerce) 7 octobre 2003	384
TRAVAIL TEMPORAIRE – Cas de recours – Non-respect – Affectation à l'activité normale et permanente – Requalification – Egalité salariale entre travailleurs précaires et permanents – Discrimination syndicale – Nullité de la rupture – Réintégration.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE BEAUVAIS (Sect. ind.) 19 janvier 2004	386
Note Eric Fraise , DESS de Droit du travail	388

Chroniques jurisprudentielles :

DRIT COMMUNAUTAIRE : chronique de jurisprudence sociale : extraits de décisions sélectionnés et commentés par Michèle Bonnechère.	
COMITÉS D'ENTREPRISE – Comité central – Projet de réorganisation – Information et consultation – Articulation avec l'information et la consultation du comité d'entreprise européen.	
Première espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE (Réf.), 1^{er} août 2003	390
Deuxième espèce : TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS (Réf.), 10 octobre 2003	390
COMITE D'ENTREPRISE EUROPEËN – Informations indispensables à l'ouverture des négociations – Direction centrale non située dans un Etat membre – Obligations d'information – Contenu.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 13 janvier 2004	392
LIBRE CIRCULATION DES MARCHANDISES – Obligations des Etats membres – Absence d'interdiction d'une manifestation ayant entraîné le blocage de l'autoroute du Brenner – Justification – Droits fondamentaux – Principe de proportionnalité.	
COUR DE JUSTICE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, 12 juin 2003	393